

Les réfugiés belges fuyant les événements du Congo après l'Indépendance du 30 juin 1960.

Par *Jean Herreweghe*



Les Chiffres

Aussi bizarre que cela paraisse, il n'existe aucun chiffre officiel et définitif du nombre de réfugiés belges ayant fui le Congo dans les jours qui suivirent la proclamation de l'Indépendance, le 30 juin 1960. Seuls quelques éléments fiables permettent de faire une estimation assez précise.

A cette époque de l'année 1960 vivaient à peu près 97.000 ressortissants Belges dans la colonie. Quelques Belges ont déjà quitté le pays pendant et après la Conférence de la Table Ronde de janvier 1960 (négociation de l'Indépendance). Surtout des femmes et des enfants renvoyés au pays par crainte d'insécurité. C'est également les débuts des vacances scolaires avec ses départs en congés. L'exode ne démarrera vraiment que le 5 juillet juste après les premiers troubles.

Une commission d'enquête enregistrera, sur ordre du Ministère de la Justice, les réfugiés qui arrivent à Zaventem et exceptionnellement à Anvers. Leurs noms, dates de naissances et résidence sont notés afin de pouvoir les contacter ultérieurement comme témoins. La commission enregistre 20.010 réfugiés Belges en juillet (à partir du 7 juillet), 4.437 en août, 1.843 en septembre et 925 en octobre (jusqu'au 17 octobre, date à laquelle les enregistrements sont arrêtés). Le pic est atteint le 27 juillet et après cette date on n'enregistre plus que quelques centaines de réfugiés par jour à Zaventem. et seulement quelques dizaines par jour en septembre. Les statistiques montrent de temps en temps des pointes comme le 3 septembre avec 174 arrivées.

Au total, cela donne 27.215 réfugiés Belges qui arrivent « officiellement » pendant ces 3 mois et demi. Ces chiffres ne seront jamais publiés car le rapport de la Commission ne sera jamais rendu public et même les listes d'arrivants ne seront jamais divulguées.

Une autre source fiable sont les chiffres donnés par la compagnie de transport SABENA. Elle transporta par pont aérien 34.484 passagers du Congo vers Zaventem, toutes nationalités confondues, entre le 9 et le 28 juillet. Un quart des réfugiés seront également transportés avec des avions étrangers loués ou prêtés par des pays amis.

Les 5 Boeing 707 récemment acquis feront à eux seuls 62 aller-retour durant 20 jours. Chaque appareil pouvant emporter 144 passagers. Un vol dure moins de 12 heures, le minimum à cette époque. A l'aller sont amenés des militaires Belges qui après quelques jours sont engagés contre les soldats Congolais mutinés.

Les autres vols d'évacuations de la SABENA se feront avec 18 DC-7C pour 66 vols et 13 DC-6 pour 81 vols. De plus petits appareils récupèrent les réfugiés à l'intérieur du pays pour les amener ensuite vers les aéroports internationaux de Léopoldville, Elisabethville et Usumbura ou vers des aéroports dans les pays limitrophes du Congo (Brazzaville, Entebbe, etc.).

Il ressort, selon les registres de la commission d'enquête, que 20 % des réfugiés arrivés du Congo en Belgique ne sont pas Belges. Ceci correspond aux statistiques des années précédentes qui donnaient un pourcentage de 78 % de belges dans la population blanche. En comptant quatre cinquième du total des

Les Congolâtres

réfugiés transportés, cela nous donne le chiffre de 27.000 réfugiés belges. Ceci est pratiquement 50% de plus que les chiffres de la Commission d'enquête à enregistrés. Celle-ci comptabilise «seulement» 19.000 arrivées Belges entre le 9 et 28 juillet et ce uniquement par rapport aux arrivées à Zaventhem.

Cela démontre qu'aucun chiffre définitif et fiable n'existe sur la plus grande crise de réfugiés depuis la deuxième guerre mondiale. Pardessus le marché, beaucoup de réfugiés ne sont pas arrivés directement à Zaventhem ou Anvers mais via Paris ou Amsterdam par exemple. Ceux-ci ne seront pas comptabilisés. Des témoignages nous indiquent aussi qu'il était possible de quitter l'aéroport sans se faire enregistrer surtout si les familiers étaient là pour accueillir les arrivants. Par ailleurs il y eut des réfugiés arrivés par bateau vers l'Europe.

En comptant toutes ces incertitudes, on peut estimer qu'entre le début de juillet et le milieu d'octobre, environ 30.000 belges abandonnèrent de façon imprévue et involontaire le Congo. Ensemble avec les départs «programmés» on peut dire que la moitié environ des 97.000 Belges quitta l'ex-colonie en cette année fatale de 1960.

Environ 20.000 belges resteront au Katanga qui déclare son indépendance le 11 juillet. Le reste des 50.000 Belges qui resteront au Congo se répartissent sur l'ensemble du territoire avec une majorité dans la capitale où la sécurité redevient plus ou moins sous contrôle à partir du mois d'août 1960.

Drames et paniques

Lundi 4 juillet 1960 :

Vers 14 h dans le camp militaires Léopold II (centre de Léopoldville), quelques militaires de la Force Publique qui compte environ 25.000 soldats congolais et 1.000 officiers belges, refusent d'obéir aux ordres des officiers Belges. Un sous-officier agitateur est dégradé par le chef de l'armée, le Général Janssens et trois soldats seront punis.

Mardi 5 juillet 1960 :

A 8 h du matin, le Général Janssens s'adresse à ses troupes et leurs laisse entendre qu'il y a peu d'espoir d'une africanisation rapide des cadres, et ce malgré une ambiance à couper au couteau. Il écrit sur un tableau noir: AVANT L'INDEPENDANCE = APRES L'INDEPENDANCE. Dans l'après-midi 400 militaires africains pénètrent vers 17h dans la cantine. S'ensuit une heure de discussions et palabres. Les officiers Belges et quelques civils blancs ne parviennent pas à rétablir l'ordre. Les africains sont outrés par les propos provocateurs du Général et exigent son départ. La police militaire, la gendarmerie et un escadron resté fidèles ne parviennent pas à calmer les esprits. Des prisonniers sont libérés. Le calme ne revient que vers 21h après que la police militaire ai reçu du renfort.

La mutinerie s'étend ce même soir dans le camp Hardy à Thysville, à seulement deux heures de route de la capitale. Le second bataillon avait reçu l'ordre vers 18h de se mettre en route vers Léopoldville afin d'y mater la mutinerie. Les chauffeurs refusent dans un premier temps mais se laissent convaincre par un adjudant Européen. Un premier convoi arrivera au camp Léopold II tard dans la nuit alors que la situation est sous contrôle. Mais la deuxième colonne ne partira jamais, des centaines de mutins prennent d'assaut l'armurerie. Les officiers blancs se retranchent avec leurs épouses dans le mess sur une colline. Les mutins attaquent vers deux heures du matin mais ne parviennent pas à pénétrer dans le bâtiment.

Les premières violences faites aux belges commencent dans la soirée de ce 5 juillet selon les rapports officiels. Le premier drame est signalé à Kisantu près de Thysville avec le viol d'une femme blanche devant sa mère, son époux et ses enfants. D'autres viols suivront. Des agitateurs n'avaient-ils pas promis aux africains que l'Indépendance leur apporterait la maison du blanc, la voiture du blanc ... et la femme du blanc!

Mercredi 6 juillet 1960 :

La colline du camp Hardy où se sont réfugiés les officiers Européens avec leur famille reste assiégée. C'est la médiation de Gaston Diomi et ... de Joseph Mobutu qui permet de libérer les familles encerclées. Suivront le Président Kasa-Vubu et le Premier ministre Lumumba qui demandent aux mutins d'arrêter leur rébellion. Il y a néanmoins trois blessés graves parmi les soldats Belges.

Les soldats Congolais restent mécontents malgré l'annonce faite en matinée par le premier ministre Patrice Lumumba d'une promotion d'un grade à chaque soldat africain.

Ils descendent vers le palais de la nation et la résidence du premier ministre. Celui-ci reçoit une délégation et proclame que ce sont les officiers Belges qui ont excités les militaires.

Le plus grand chaos politique règne à Léo dans l'après-midi de cette journée. Le général Emile Janssens, chef d'état-major, est démis avec l'espoir de calmer les émeutiers.

A ce moment là, la situation est encore calme dans l'ouest du Congo.

Jeudi 7 juillet 1960 :

Une journée importante. Le calme avant la tempête. Des belges sont relâchés à Thysville. Les mutins fouillent le camp à la recherche d'armes cachées pas les blancs. Malgré les événements des jours précédents, de nombreux officiers Belges ayant reçu des garanties, restent avec leur famille. Par contre, nombres de civils Belges partent par train ou en convoi vers Léopoldville. Pourtant aucun civil de Thysville n'a été gravement maltraité jusqu'à maintenant.

Le gouvernement congolais ne fonctionne plus, il n'existe aucune autorité. Les mutins de Thysville veulent assassiner Lumumba parce qu'il ne leur a donné aucun pouvoir. Et le président Kasavubu reste enfermé dans sa résidence et envoie sa femme se mettre à l'abri à Brazzaville.

Les mutins du camp Léopold II (Léopoldville) s'emparent de l'armurerie et des munitions et se dispersent en ville, semant la panique. La police civile n'obéit plus.

L'inquiétude fait place à la panique.

Ce sont les récits de viols commis dans le Bas-Congo qui font craindre le pire aux blancs de la capitale. Dans le même temps, le personnel noir menace les dirigeants blancs au siège de l'OTRACO, la compagnie de transport national.

Dans la soirée, des soldats mutins parcourent en tirant dans les rues de la capitale. Des centaines de réfugiés se dirigent vers l'Ambassade de Belgique. Dès trois heures du matin, les ferries commencent à évacuer des familles fuyants vers le Congo Brazzaville, de l'autre côté du fleuve.

L'ambassadeur de Belgique propose vers minuit au premier ministre de faire intervenir les soldats belges afin de mater la mutinerie mais Patrice Lumumba accuse justement les Belges de semer la panique et même de planifier son assassinat.

« Nous sombrons dans le mensonge et l'hystérie » conclut l'ambassadeur Vandenbossche et il ordonna quelques heures plus tard d'évacuer femmes et enfants de Léopoldville et de la région du Bas-Congo. Il demande toutefois aux hommes ayant des postes à responsabilités dans l'armée, l'administration, la justice, l'enseignement et le secteur économique de rester à leurs postes. Cet appel sera peu suivi. Un peu moins de 2000 fonctionnaires sur les 10.000 resteront.

Ce même soir, le gouvernement belge décide de ne pas faire intervenir la Force Métropole car selon le tout récent traité de paix avec le Congo Indépendant, celle-ci ne peut intervenir que sur ordre exprès du Ministre de la Défense Congolais, c.a.d. Patrice Lumumba.

La panique dans la capitale s'étend lentement vers l'intérieur. Les familles Belges au Katanga commencent à faire leurs valises et les premiers convois partent vers la frontière avec la Rhodésie. Pourtant à ce moment là il n'est nulle part question de mutinerie ou d'incident anti-blanc dans la province du Katanga.

Dans la nuit de 7 au 8 juillet, le Général Janssens fuit en hélicoptère avec femme et enfant vers Brazzaville.

Vendredi 8 juillet 1960 :

Les blancs ont peur des noirs et les noirs ont peur des blancs. Ils craignent que les militaires Belges envahissent le pays et ne les abattent. C'est pourquoi ils prennent des blancs en otage.

Ce jour-là, la ville de Matadi est touchée par la violence. Sous la menace de leurs armes, une douzaine de policiers noirs emmènent des hommes blancs et violent plusieurs femmes blanches. Dès que ces faits sont connus, la majorité des blancs fuient vers le grand hôtel Métropole où 1.600 Européens seront assiégés par des groupes de mutins. C'est l'arrivée du Président Kasa-Vubu et de son premier Ministre qui mettra fin au siège le dimanche 10 juillet. Les mutins demandent aux blancs de rester mais la confiance n'y est plus. La communauté blanche dans son entier se rue sur les deux bateaux amarrés au port. Même les missionnaires montent à bord. Seul restera le pharmacien persuadé que rien ne pourra lui arriver.

Les bateaux lèvent l'ancre dans la soirée du 10 juillet

A Léopoldville, plus rien ne bouge si ce n'est les jeeps remplies de mutins remontés à cran. Personne ne peut plus partir. L'aéroport, le Beach, les ferries sont fermés et surveillés par des soldats et la police. Mais déjà 3.000 civils ont pu profiter du passage vers Brazzaville avant sa fermeture.

A l'intérieur, chaque passage de convoi de réfugiés sème aussitôt la panique dans la ville traversée comme à Kabalo

Samedi 9 juillet 1960 :

Les mauvais traitements et viols se poursuivent à Seke-Banza (Bas-Congo), Sanda. A Goma (Kivu), quelques blancs sont arrêtés car ils étaient armés. Cela suffit pour créer un exode massif vers la frontière du Ruanda-Urundi. Il y a des tirs de part et d'autres.

C'est ce 9 juillet que commence le pont aérien à la demande du gouvernement Belge. La compagnie nationale SABENA transportera jusqu'au 28 juillet 34.484 réfugiés. L'exode est amorcé.

Katanga :

A Elisabethville, alors que tout semblait encore calme dans la journée, tous les Européens sont priés dans la soirée de se rassembler dans le Collège Saint François de Sales en ville. Une mutinerie dans le camp Massart a pour bilan la mort d'un Européen et 6 blessés. Six autres sont tués en dehors du camp dont le consul d'Italie. Sur chaque cadavre est affichée une photo de Patrice Lumumba.

L'ancien Gouverneur André Schöller téléphone depuis la poste toute proche du collège au Ministre de la Défense Gilson à Bruxelles et lui demande de faire intervenir la garnison belge de Kamina, situé à à peu près 400 Km à vol d'oiseau. Cette initiative à l'assentiment du président provincial Moïse Tshombe. Il faudra

Les Congolâtres

attendre la fin d'après-midi du 10 juillet pour voir débarquer les paras à Elisabethville. Ceux-ci mettront fin à la mutinerie du Camp Massart sans effusion de sang.

Luluabourg (Kasaï) :

C'est également le 9 juillet qu'éclate la mutinerie au camp Gilliard à Luluabourg. Un civil Belge est abattu à l'intérieur du Camp au crépuscule. C'est grâce à un système de communication élaboré et mis en place bien avant que 1.500 blancs se regroupent dès l'annonce de ces premiers troubles dans l'immeuble IMMOKASAI de deux étages et forment des positions bien armées à chaque coin. L'immeuble IMMOKASAI avait été préparé quelques jours avant comme poste d'évacuation. Ils reçoivent un ultimatum à 5 h du matin (10 juillet); «soit se rendre soit ils attaquent». L'assaut se fera à 6h mais sera repoussé.

Ceux qui n'ont pas pu trouver refuge dans l'immeuble IMMOKASAI subiront des sévices et viols. Selon les données officielles, il y eut 2 morts et des dizaines d'hommes et de femmes maltraités.

Les premiers parachutistes Belges de la base de Kamina arrivent vers 18h en ville et les assiégés sont libérés après 3 heures.

Le jour suivant - 11 juillet- le Président Kasavubu et le Premier ministre Lumumba arrivent à Luluabourg et se rendent au Camp des mutins où ils harangent les militaires et mettent la responsabilité des troubles sur le dos des parachutistes Belges!

L'évacuation de la population Belge de la province du Kasaï durera 3 jours et un total de ± 3.000 personnes seront évacués depuis Luluabourg soit par train soit par avion vers Kamina. Un seul blanc voudra rester. Les restes de la population Européenne s'en ira.

Dimanche 10 Juillet 1960 :

La panique augmente dans Léopoldville de jour en jour en fonction des nouvelles qui arrivent depuis l'intérieur et surtout celles concernant les viols.

Lundi 11 juillet, mardi 12 juillet 1960;

Le Premier Ministre Gaston Eyskens déclare lors d'une session spéciale à la Chambre des Représentants à Bruxelles que selon les estimations 13.500 Belges ont fui le Congo: 5.000 vers Brazzaville, environ 2.000 vers la Rhodésie, 3.500 vers l'Angola, 2.000 vers le Ruanda-Urundi et un nombre inconnu vers l'Ouganda. A cela s'ajoute les milliers de réfugiés qui selon les enregistrements officiels sont arrivés en Belgique du 7 au 10 juillet.

Onze jours après l'Indépendance, la violence - et par delà la panique- s'est étendu en divers endroits du pays.

Ce 11 juillet, la mutinerie reprend de plus belle dans le camp Hardy envers les officiers Belges et leurs familles qui sont resté malgré les événements du 5 et 6 juillet et les promesses. Ceci fait suite à l'attaque des militaires belges à Matadi au matin de ce même jour. Les mutins désarment leurs Officiers et sous-officiers blancs dans l'après-midi. Les civils blancs de Sonankulu seront enfermés dans la prison de Thysville, certains lourdement frappés, d'autres torturés et plusieurs femmes blanches violées.

Les civils blancs seront relâchés le 12 juillet après la médiation des autorités supérieures Congolaises. La colonne de réfugiés blancs maltraités arrive le 13 juillet dans la capitale et leurs récits sèment aussitôt la panique dans tout le pays même à l'intérieur où la situation était pourtant restée relativement calme.

Le gouvernement Belge décide que les fonctionnaires Belges au Congo ne sont plus en mesure de remplir leurs fonctions à partir de ce 12 juillet. Ils reçoivent le droit de rentrer au pays et la promesse d'être réintégré

Les Congolâtres

dans la fonction publique métropolitaine. Selon de nombreux témoignages cette annonce incitera la majeure partie des agents territoriaux de rentrer au plus vite en Belgique.

Mercredi 14 juillet, jeudi 15 juillet 1960:

Les blancs de l'intérieur tachent de joindre un endroit sûr pendant que les vols d'évacuation de réfugiés se poursuivent jour et nuit depuis Léopoldville et Brazzaville. Ils fuient de nombreux endroits ou pourtant aucuns troubles ne sont signalés dans les environs. Mais les mutineries, les violences et les viols confirment l'opinion des blancs qu'ils ne sont plus en sécurité. Ce sont les radios Belges sur ondes courtes qui selon de nombreuses sources jouent un rôle important dans la propagation de la panique.

Après l'intervention des troupes Belges entre autre à Elisabethville (Katanga) et Lulabourg (Kasaï) le 10 juillet et dans le port de Matadi et Boma (Bas-Congo) le 11 juillet, c'est le nouvel aéroport international de N'Djili près de Léopoldville ainsi que les plus importants noeuds routiers que les paras Belges occupent ce 13 juillet. L'évacuation des réfugiés peut se faire maintenant plus rapidement et plus sûrement.

La tension monte entre le gouvernement Belge et Congolais.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies vote la résolution 143 dans la nuit du 13 au 14 juillet. Celle-ci demande au gouvernement Belge de retirer ses troupes et décide sur demande du gouvernement Congolais d'envoyer des casques bleus vers la république indépendante.

Le premier ministre Lumumba rompt les relations diplomatiques avec la Belgique ce 14 juillet. L'ambassadeur de Belgique ne quittera néanmoins son poste que le 9 août. Tous les diplomates Belges sont expulsés et les consulats fermés.

Les premiers casques bleus amenés par des avions de transport américains, débarquent avec une rapidité inhabituelle à Léopoldville dans la soirée du 15 juillet. Ils occupent aussitôt les points stratégiques: la radio, la centrale d'électricité et les axes routiers importants.

La Belgique reçoit l'ordre de retirer ses troupes à partir du 20 juillet et ce dans un délai de 3 jours. Ceci sera fait comme convenu dans la capitale et ses environs. Mais ce ne sera qu'à la mi-août que les derniers soldats Belges auront quittés le sol Congolais. Les derniers réfugiés Belges ne partiront seulement qu'en septembre depuis la province indépendante du Katanga et la base de Kamina et depuis la base de Kitona près de l'Océan Atlantique.

Le pont aérien entre Léopoldville et Zaventem bat son plein tandis que les militaires Belges sont remplacés au fur et à mesure par des casques bleus. Chaque jour entre le 13 juillet (jour de l'intervention des paras Belges à Léopoldville) et le 23 juillet voit 1.000 à 1.500 réfugiés retourner en métropole.

Le Premier ministre Gaston Eyskens annonce le 15 juillet à Bruxelles qu'officiellement 25.000 Européens ont été évacués du Congo. Le pont aérien de la Sabena à jusque là transporté 9.200 blancs vers Zaventem. Une annonce officielle le 18 juillet parle de 40,000 personnes évacuées dont 60% de Belges. Ces deux annonces du gouvernement ne correspondent pas aux chiffres des enregistrements de la commission d'enquête Congo 1960 ni de ceux de la Sabena et de son pont aérien.

Province de l'Equateur :

La grande majorité des blancs de l'intérieur à déjà fuit ou a été évacué à la mi-juillet Selon les nombreux témoignages, ce n'est pas la population congolaise qui est en cause mais bien des bandes de soldats saouls et drogué au chanvre qui sont les responsables de la fuite des blancs, ne leur laissant pas d'autre alternative.

Les Congolâtres

Les militaires noirs deviennent de plus en plus nerveux mais pourtant aucun coup de feu n'est tiré. Toutes les maisons des quartiers blancs sont passées au peigne fin à la recherche d'armes mais sans résultat.

Le 19 juillet atterrissent les premiers casques bleus à Stanleyville. Des soldats Ghanéens bien équipés avec un commandant Britannique. Celui-ci promet aux derniers blancs qu'ils partiront rapidement et de fait ceux-ci partent le lendemain avec un avion de l'armée de l'air américain.

Kivu ;

Goma et Bukavu, principales villes de la province du Kivu connaissent un calme relatif. Les paracommandos Belges ont envahi l'aérodrome de Goma mais se retirent rapidement après médiation du commissaire de région André Six vers le Ruanda-Urundi. Ceci permet d'éviter d'importants incidents entre militaires Congolais et Belges. La majorité des blancs ont déjà quittés à ce moment-là toutes les places provinciales.

De plus en plus d'incidents sont signalés dans la province du Kivu à partir du 23 juillet, date à laquelle les militaires Belges doivent avoir quitté le Congo. Des officiers blancs de l'armée, des commissaires ou des magistrats sont arrêtés et souvent malmenés. Les quartiers de la population blanche sont pillés.

La plupart des blancs ont quitté la région fin juillet. Ne restent que quelques missionnaires et planteurs. Les casques bleus tiennent la situation plus ou moins en main à partir du 29 juillet même si des militaires Congolais continuent de harceler les quelques blancs qui restent.

Source: Extraits de: Weg uit Congo, Het drama van de kolonialen / Peter Verlinden / Davidsfonds / Leuven